

Wissam Paul Macaron*

Tripoli: entre allégeance libanaise et vellétés islamistes

En octobre 2014, Tripoli faisait l'actualité¹. Six mois plus tard, c'était une nouvelle fois le cas. La capitale du nord du Liban était de nouveau le théâtre d'affrontements entre militants islamistes et forces de l'ordre, causant plusieurs morts². Si cette situation est regrettable, elle n'est pourtant pas inédite. Accentuée par une pauvreté structurelle qui frappe certains quartiers de la ville, par le sentiment de marginalisation ressenti par une partie de sa population et par l'afflux de réfugiés syriens, Tripoli semble aujourd'hui en réelle difficulté. Si ce phénomène est particulièrement visible, il n'en reste pas moins que depuis l'indépendance du Liban le statut de Tripoli semble à part, comme en témoignent les sensibilités souvent contradictoires qui s'y manifestent. Fidélité aux institutions libanaises, respect pour le vivre ensemble, perception de proximité avec l'*hinterland* syrien, solidarité avec les révolutionnaires syriens, sympathies islamistes et interventions de puissances étrangères sont autant de défis auxquels doivent faire face aussi bien la capitale du nord que l'État libanais, lui-même en proie à des dynamiques de fragmentation. Comment expliquer cette situation et quels en sont les enjeux?

À l'heure des Printemps arabes, de logiques segmentaires manifestes et d'une remise en cause du pouvoir politique, il semble plus que jamais nécessaire de s'intéresser au cas de Tripoli et de tenter de dégager quelques pistes d'analyse. C'est ce que propose de faire cet article qui, dans un

* Wissam Paul Macaron est diplômé et titulaire d'un master en relations internationales de l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Docteur en religions et systèmes de pensée de l'EPHE Paris, il s'intéresse tout particulièrement aux rapports entre religion et politique au Proche-Orient. Établi au Liban depuis 2009, il enseigne les sciences politiques à l'Université Saint-Esprit de Kaslik et à l'Université Antonine.

¹ *Lebanese troops battle north Lebanon militants for third day*, in «Daily Star», 26 oct. 2014.

² *Salafist sheikhs question killing of Tripoli militants*, in «Daily Star», 10 avril 2015.

premier temps, s'organise autour de l'histoire de Tripoli et de ses caractéristiques économiques, sociales et politiques. Puis, c'est à la présence islamiste dans la ville que nous nous intéresserons, ainsi qu'aux modalités de sa recrudescence actuelle qui se matérialise par une prise à partie croissante des institutions libanaises et des forces armées, allant parfois jusqu'à la violence physique. Enfin, nous évoquerons quelques pistes de solution qui permettraient au Liban de préserver sa stabilité, de délégitimer les discours radicaux et de répondre aux attentes de ses citoyens de manière plus constructive.

1. Panorama historique de la ville

Depuis ses origines phéniciennes qui remonteraient au VIII^e siècle avant J.-C. jusqu'à l'effondrement de l'Empire ottoman, l'histoire de Tripoli, principale ville du Nord et deuxième plus grande ville du pays avec environ 500.000 habitants, témoigne d'une grande richesse historique (puisque elle a tour à tour été perse, byzantine, romaine, croisée, mamlouk, ottomane, française)³.

Durant de nombreuses décennies, son port, comparable à certains égards à celui d'Alexandrie au plan régional, joue un rôle essentiel comme point d'accès pour des villes de l'arrière-pays aussi importantes qu'Alep, Damas ou Bagdad. Du fait de ses liens intenses et profonds avec l'*hinterland* syrien, l'on avait même coutume de l'appeler *Tarablus al-Sham* ou la Tripoli syrienne. Même au plan de la répartition confessionnelle, Tripoli ressemble beaucoup aux grandes villes syriennes, avec une large majorité sunnite aux côtés de laquelle coexistent des minorités alaouites et chrétiennes⁴.

Si Tripoli a pu jouer un rôle central par le passé, cette situation privilégiée prend fin de manière assez abrupte avec la Première Guerre mondiale et l'intégration de la cité au «Grand Liban», et ceci malgré la réticence de ses habitants qui auraient préféré dans leur majorité un rattachement à la Syrie⁵.

Pour la puissance mandataire française (1920-1943), le maintien de l'influence politique économique et politique de la grande ville du Nord, majoritairement sunnite et de fait hostile à l'autorité de Paris ne constitue pas une priorité, d'où la marginalisation progressive volontaire ou tacite

³ <<http://www.middleeast.com/tripoli.htm>> (dernier accès le 06.04.2016).

⁴ R. LEFÈVRE, *The Roots of Crisis in Northern Lebanon*, in Carnegie Middle East Center, 15 avril 2014, Beyrouth.

⁵ H. KHASHAN, *Lebanon's Islamist Stronghold*, in «Middle East Quarterly», printemps 2011, pp. 85-90.

de la ville à cette époque⁶. À la place de Tripoli, c'est donc Beyrouth, la nouvelle capitale, qui entre dans la lumière et supplante progressivement Tripoli comme poumon économique et politique du pays. Cette marginalisation est ensuite confirmée à l'indépendance, avec l'apparition du nouvel État libanais qui valide le poids prédominant de la capitale.

Pour autant, relativement à l'écart des divisions confessionnelles autour du pouvoir qui caractérisent déjà la nouvelle capitale, Tripoli parvient à maintenir une place de choix. Répondant toujours aux besoins économiques, éducatifs, sociaux, médicaux ou commerciaux du nord du pays et d'une partie de l'*hinterland* syrien, Tripoli réussit à préserver son rang pour quelques années encore. Néanmoins, si elle y parvient, c'est moins le fait d'une volonté politique que le résultat d'initiatives privées et d'un contexte précis: comme l'atteste l'afflux de capitaux syriens fuyant les mesures de nationalisation d'inspiration socialiste qui touchent la Syrie dans les années 1950-1960.

Bien que relativement éloignée des principaux terrains d'affrontement et uniforme au plan communautaire, Tripoli doit subir à son tour de plein fouet les contrecoups de la guerre civile (1975-1989). Elle est même le théâtre de violents affrontements. Depuis les accords de Taëf qui marquent la fin du conflit, Tripoli ne semble toujours pas en mesure d'inverser la courbe du déclin, avec une érosion de son tissu économique et social que rien ne semble aujourd'hui pouvoir endiguer⁷.

2. Caractéristiques économiques et sociales

Le nord du Liban, et peut-être de manière encore plus visible Tripoli, font figure de 'grands oubliés' du développement économique. Ainsi les chiffres publiés en 2008 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) démontrent que si le nord compte 20,7% de la population libanaise, il rassemblerait près de 38% des pauvres du pays. Pour ce qui est des individus en situation d'extrême précarité, ce chiffre avoisinerait les 46%⁸. À Tripoli, cette situation est d'autant plus marquée dans les quartiers populaires, surpeuplés et en manque chronique d'infrastructures, tels Abou Samra ou Bab al-Tebbaneh, où la pauvreté semble endémique.

⁶ *Ibid.*

⁷ Sur la municipalité de Tripoli et ses enjeux politiques, voir B. DEWAILLY, *La municipalité de Tripoli: entre pouvoirs locaux et services de l'État*, in «Les Cahiers du Cermoc», n. 24, 2001.

⁸ UNDP, *Millenium Development Goals: Lebanon Report 2008*, 2009, <<http://www.undp.org/content/dam/rbas/report/2008%20en.pdf>> (dernier accès le 10.04.2016).

Malgré un patrimoine riche et de nombreux atouts, dans l'inconscient collectif libanais, la ville est ainsi de plus en plus souvent synonyme de pauvreté et d'insécurité. Avec un système médical en piteux état et des salaires inférieurs à d'autres régions du Liban, un chômage des jeunes avoisinant les 45% et un taux de criminalité supérieur à 20%⁹, on comprend pourquoi Tripoli peut constituer un 'terreau fertile' pour des discours contestataires et militants, issus pour la plupart du conservatisme sunnite.

3. *Un leadership politique et religieux affaibli*

À première vue, il peut sembler surprenant d'imaginer un nombre croissant de sunnites prêter l'oreille à ces discours qui tendent à la victimisation, ou adhérer aux idées de groupes contestataires ou parfois anti-institutionnels. Après tout, figure de proue du sunnisme politique et acteur majeur de la reconstruction du Liban, Rafic Hariri n'a-t-il pas personnifié pendant plusieurs années le Liban d'après-guerre¹⁰?

Son assassinat en 2005 a constitué un tournant majeur pour une communauté sunnite désormais orpheline d'un leader populaire et charismatique à la tête de l'État. Cette perte, parallèlement accentuée par le renforcement du Hezbollah chiite, contribue à favoriser un sentiment de méfiance vis-à-vis des institutions libanaises si bien qu'aujourd'hui un nombre croissant de sunnites ne se sentent que peu représentés dans la vie politique libanaise¹¹.

Certains vont même jusqu'à critiquer le Courant du Futur (*Al-Moustaqbal*) créé par Rafic Hariri lui-même et repris par son fils Saad, qui depuis 2011 vit à l'étranger du fait des menaces qui pèsent sur sa sécurité, accusant ce dernier de ne pas faire assez pour sa communauté. Ces difficultés sont également accentuées par la tiédeur saoudienne à financer le parti et à soutenir avec autant de force que par le passé la famille Hariri.

En effet après l'assassinat de Rafic Hariri, certains cadres du parti ont eu pour objectif de créer une forme de groupe armé (les *Afwaj al-Moustaqbal*) destiné à faire contrepoids au Hezbollah pro-iranien. Mais les événements

⁹ UNDP – INTERNATIONAL POVERTY CENTER, *Poverty, Growth and Income Distribution in Lebanon*, in «Country Study», n. 13, janv. 2008, <<http://www.ipc-undp.org/publication/27281>> (dernier accès le 05.04.2016).

¹⁰ Rafiq Hariri, *the 'Mr. Lebanon' who dominated political scene*, in «Alarabiya.net», 16 janv. 2014.

¹¹ M. ABOU ZEID, *Ten Years after Hariri's Death, Are Lebanon's Sunnis Still Leaderless?*, in «Al-Arabiya English», 13 févr. 2015.

de mai 2008 et la facilité déconcertante avec laquelle les hommes du Parti de Dieu ont pris le contrôle de la partie occidentale de Beyrouth à cette occasion ont refroidi les ardeurs belliqueuses¹².

Alors que la décision du Courant du Futur d'éviter la confrontation et de réintégrer le jeu politique a pu être saluée par certains (au plan national et international), elle a aussi ouvert la voie, notamment dans les quartiers les plus défavorisés, aux partisans d'un discours plus musclé, accusant les modérés du Courant du Futur de ne pas venger la mémoire de Rafic Hariri ou d'abandonner la cause sunnite, récupérée par les mouvements islamistes.

Cette faiblesse relative du leadership politique apparaît aujourd'hui d'autant plus dangereuse du fait du recul de l'organe officiel de représentation du sunnisme: *Dar al-Fatwa*, ouvrant une nouvelle fenêtre d'opportunités aux militants salafistes¹³.

Du fait de divisions internes et sous l'effet d'une série de scandales associés à l'ancien grand Mufti de la République, Mohammed Rachid Qabbani, remplacé depuis par le cheikh Abd al-Latif Derian¹⁴ (en avril 2014), accusés tour à tour d'avoir détourné d'importantes sommes d'argent ou d'avoir réalisé une alliance tacite avec le Hezbollah chiite, la popularité de l'institution s'en est ressentie¹⁵.

Cette désaffection de l'organe officiel va au-delà de son ancien leader et se manifeste jusque dans les branches régionales de l'institution. Ainsi à Tripoli, l'opposition au mufti Malek al-Shaar a conduit ce dernier à s'exiler à Paris durant plus d'un an avant de rentrer au Liban en octobre 2013¹⁶. Son absence a pu laisser le champ libre à d'autres institutions à l'agenda plus radical, à l'instar de la *Hayat al-Ulama al-Muslimin* (Ligue des Oulémas)¹⁷.

Instaurée au début de la révolution syrienne, cette organisation proche de la mouvance salafiste jouit d'une influence croissante¹⁸. Elle rassemble en son sein les religieux opposés au régime de Damas, à l'image du cheikh salafiste de Tripoli, Salem al-Rifai. Se voulant plus proche de la 'rue sunnite', elle adopte un discours bien plus virulent. En plus de s'attaquer avec violence au

¹² LEFÈVRE, *The Roots of Crisis in Northern Lebanon*, cit.

¹³ R. LEFÈVRE, *Lebanon's Dar al-Fatwa and the Search for Moderation*, Carnegie Middle East Center, 5 janv. 2015.

¹⁴ *Sheikh Abdel-Latif Derian elected Lebanon grand mufti*, in «Daily Star», 10 avril 2014.

¹⁵ *Angry Mourners Accost Mufti Qabbani at Funeral*, in «Daily Star», 30 déc. 2013.

¹⁶ *Tripoli Mufti Sheikh Malek al-Shaar returned to Lebanon*, in «Now Media», 8 oct. 2013.

¹⁷ R. LEFÈVRE, *Tackling Sunni Radicalization in Lebanon*, Carnegie Middle East Center, 24 déc. 2014.

¹⁸ Courant fondamentaliste de l'islam, qui prône aujourd'hui un retour à la religion pure des anciens (du Prophète et de ses Compagnons) en recourant à une lecture littérale des sources.

Hezbollah, elle n'hésite pas dans certains cas à critiquer et à délégitimer les institutions libanaises¹⁹.

4. Une présence islamiste ancienne, aujourd'hui en recrudescence

Majoritairement sunnite et pénétrée par un conservatisme diffus, Tripoli est souvent considéré comme le bastion des mouvements islamistes au Liban. Lieu de naissance de l'un des fondateurs du salafisme en la personne de Rachid Rida (1865-1935), cette ville a néanmoins su préserver une coexistence et un vivre ensemble pluriconfessionnels, comme en témoignent les multiples écoles chrétiennes qui y sont représentées²⁰.

Tripoli l'austère fut même la première à tolérer en son sein une maison de jeu (le Casino Cheval blanc) et ceci bien avant l'ouverture du Casino du Liban en 1959. Durant les années dorées du Liban, tavernes et minarets semblent y cohabiter en bonne entente, et si l'avènement d'organisations religieuses se réclamant d'un islam 'plus pur' caractérise aussi cette période, elles ne contribuent pas à radicaliser outre-mesure la ville ou à y menacer la diversité religieuse.

Les premiers mouvements islamistes à s'y implanter semblent être les Frères musulmans égyptiens avec la création de l'organisation '*Ibadu al-Rahman* (Les Serviteurs de Dieu) en 1956. En 1964, le cheikh Fathi Yakan entreprend de transformer ce groupe. Il fonde alors la *Jamaa Islamiya* (Association musulmane) dont les initiatives premières s'orientent surtout vers l'action sociale et caritative²¹.

Si la Guerre des Six Jours de 1967 et la défaite arabe conséquente constituent un tournant dans le conflit israélo-palestinien, elles le sont aussi dans la ville de Tripoli, influençant la psychologie collective de certains de ses habitants désormais davantage à l'écoute du message islamiste.

Par la suite, bien que relativement uniforme au plan confessionnel et à l'écart des principaux fronts, Tripoli est à son tour durement touchée par le conflit qui ravage le Liban de 1975 à 1989. Désireux d'imposer leur décision sur la ville, les troupes syriennes et leurs alliés locaux tentent d'en prendre le contrôle suscitant par là-même la réaction des mouvements islamistes.

Des groupuscules davantage militants voient alors le jour, à l'instar de la *Mouqawama al-Shaabiya* (Résistance Populaire), la *Harakat Lubnan al-Arabi* (Mouvement pour un Liban arabe) ou encore le groupe *Jund*

¹⁹ LEFÈVRE, *Tackling Sunni Radicalization in Lebanon*, cit.

²⁰ KHASHAN, *Lebanon's Islamist Stronghold*, cit.

²¹ *Ibid.*

Allah (Soldats de Dieu) issu de la *Jamaa Islamiya*, qui sont autant de structures qui rejoignent alors une autre organisation: la *Harakat al-Tawhid al-Islami* (Mouvement de l'Unité islamique) du cheikh Saïd Shaaban, lequel devient le fer de lance de la contestation islamiste dans la ville²².

Alors que la guerre civile bat son plein dans les années 1980, cette organisation prend le pas sur les troupes syriennes et s'empare de la ville. Elle transforme ensuite cette dernière en une forme d'«émirat islamique» entre 1983 et 1985. Avec l'imposition de la *sharia* (loi islamique), les manifestations externes de modernité et d'occidentalisation se voient proscrites (interdiction de la vente d'alcool, fermeture de cinémas et de cafés-trottoir)²³.

Shaaban et les siens parviennent à instrumentaliser en partie la frustration, le ressentiment et la religiosité des composantes les plus conservatrices de la ville. Il obtient un soutien contextuel et financier de la part de la République islamique d'Iran, nouvellement constituée et désireuse d'exporter son modèle de révolution islamique. Il s'appuie aussi grandement sur le Fatah de Yasser Arafat, très présent dans les camps voisins de Nahr al-Bared et Al-Baddawi, et lui-même opposé à la Syrie de Hafez al-Assad²⁴.

Aidées de leurs alliés locaux tels que le Parti Démocratique Arabe (PDA)²⁵ ou le Parti social nationaliste syrien (PSNS), les troupes syriennes s'attaquent aux groupes islamistes (*Al-Tawhid*) et parviennent à détruire leur appareil militaire en 1985. Les *moukhabarat* syriens et leurs alliés locaux du PDA s'en prennent ensuite durement au bastion islamiste de Bab al-Tebbaneh, et y massacrent plusieurs dizaines d'individus (certains avancent le chiffre de six-cents personnes) en décembre 1986²⁶. Cet événement marque un nouveau stade dans la rupture profonde entre les mouvements islamistes de Tripoli et le régime syrien.

À la fin de la guerre civile, renforcés par le retour au pays de nombreux cheikhs formés en Arabie saoudite, les courants salafistes de Tripoli se reconstituent peu à peu. En 1995, ces derniers assassinent le cheikh Nizar Halabi: chef de la puissante Association des Projets de Bienfaisance islamiques

²² *Ibid.*

²³ T. GADE, *Return to Tripoli: Battle over Minds and Meaning amongst religious leaders within the field of Islamism in Tripoli (Lebanon)*, FFI-Report, Kjeller, Norvège, mars 2009.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Milice et parti politique à dominante alaouite, fondée à Tripoli en 1976 par le frère de Hafez al-Assad: Rifaat. Très proche du régime syrien, elle est particulièrement bien implantée dans le quartier de Jabal Mohsen. L'ancien leader du PDA est Ali Eid, aujourd'hui il s'agit de son fils, Rifaat Eid.

²⁶ Journal «Al-Moustaqbal», Beyrouth, 5 décembre 2007.

(*Al-Abbash*)²⁷. La mort de cette figure pro-syrienne engendre une forte réaction de la part des autorités libanaises et de leur parrain syrien à l'encontre des militants islamistes de Tripoli, dont beaucoup se réfugient dans les montagnes avoisinantes de Dinniyé.

À partir de 2006, le mouvement salafiste jihadiste *Fatah al-Islam* partisan d'Al Qaeda parvient à noyauter le camp palestinien de Nahr al-Bared à proximité de Tripoli²⁸, y rassemblant en l'espace d'un an près de 300 combattants, décidés à menacer le statu quo libanais. Après de nombreuses pertes, l'armée parvient finalement à venir à bout de ces militants²⁹.

Avec la révolution syrienne (2011), c'est la *Jamaa Islamiya*, davantage pragmatique et centrée sur la *salafiya al-ilmiya* (salafisme culturel) qui tend à gagner en visibilité. Assurant un rôle majeur dans la coordination et l'aide aux réfugiés (à Tripoli environ 70.000 personnes, soit plus de 10% des habitants de la ville, pour la plupart en situation de grande détresse), cette organisation apparaît comme l'acteur islamiste le plus influent de la scène politique sunnite libanaise³⁰.

Au fil des ans, cette structure a su développer un réseau national d'écoles, de dispensaires et d'associations caritatives. Au Nord, elle est ainsi à la tête de l'Association éducative islamique et de l'Association médicale islamique, qui rassemblent respectivement 8 écoles, 12 dispensaires ainsi qu'un hôpital³¹. Elle dispose aussi d'une station de radio, *al-Fajr*, qui émet sur l'ensemble du territoire libanais. Autre facteur de légitimité, elle compte dans ses rangs de nombreux martyrs issus de ses confrontations avec Israël dans les années 1980 et 1990. Malgré cela, elle n'a pour l'instant pas pu transformer ces réalisations en succès électoral, pas même à Tripoli où aucun de ses candidats n'a été élu aux dernières élections législatives de 2009.

Ainsi, c'est l'hétérogénéité qui semble rester la règle dans ce courant salafiste marqué par l'absence d'autorité centrale et dans les différents groupes qui s'en réclament. Même pour les sujets qui pourtant pourraient faire consensus, à l'image de la crise syrienne, il est difficile de voir une position unifiée. Par exemple, alors que certains cheikhs encouragent les jeunes à aller

²⁷ Mouvement religieux s'inspirant d'une version soufie de l'islam et se rattachant à l'héritage de la mosquée d'Al-Azhar, par opposition à la tradition wahhabite. Il est proche du régime baassiste de Syrie.

²⁸ *Mapping Militant Organizations*, Stanford University, <<http://web.stanford.edu/group/mappingmilitants/cgi-bin/groups/view/17>> (dernier accès le 05.04.2016).

²⁹ Sur *Fatah al-Islam* et les mouvements jihadistes au Nord du Liban voir B. ROUGIER, *L'Oumma en fragments. Contrôler le Sunnisme au Levant*, Presses Universitaires de France, Paris 2011.

³⁰ LEFÈVRE, *The Roots of Crisis in Northern Lebanon*, cit.

³¹ *Ibid.*

combattre aux côtés des rebelles syriens, d'autres s'y opposent.

Pour l'instant, et malgré sa popularité croissante, le salafisme au Liban reste un phénomène marginal. La branche de Dar al-Fatwa au Nord fait ainsi état de 3000 salafistes à Tripoli pour une population totale de 500.000 habitants³². Si ce chiffre paraît réduit, il doit néanmoins être pris avec précaution dans la mesure où il est difficile de présumer de l'influence exacte de ce type de mouvement, surtout en situation de crise.

Il n'en reste pas moins que la critique virulente régulièrement formulée par les leaders salafistes à l'endroit du Hezbollah pro-iranien contribue à renforcer l'attrait du mouvement chez un nombre croissant de sunnites inquiets de la prédominance du Parti de Dieu dans le système politique libanais. Les arguments non dénués de populisme mobilisés par ces derniers décrivant un État libanais asservi aux intérêts chiites et chrétiens trouvent ainsi davantage d'écho surtout dans les populations les plus défavorisées³³.

D'autre part, la révolution syrienne et l'implication à grande échelle du Hezbollah dans le conflit, implication assumée et même revendiquée depuis avril 2013, participent à insuffler un souffle nouveau aux appels à combattre des salafistes aux côtés de leurs frères syriens (à l'instar du cheikh Salim al-Rifai en avril 2013)³⁴. L'on voit ainsi de jeunes Tripolitains rejoindre parfois des groupes tels qu'*Al-Nosra* ou l'État islamique, qui accueillent volontiers ces combattants venus de l'étranger. Comme c'est le cas en Europe, face à la violence syrienne, le risque pour le Liban est alors de voir ces jeunes ultra-radicalisés revenir au pays et compromettre encore plus une paix déjà fragile.

5. Une polarisation politique de plus en plus violente

Si la population de Tripoli est majoritairement sunnite, la scène politique de cette ville n'est pas aussi uniforme qu'on pourrait le croire à première vue. Une diversité existe bel et bien, y compris au sein de cette communauté. Opposés au Courant du Futur et à l'Alliance du 14 Mars, certains groupes sont de fait proches de l'alliance pro-syrienne du 8 Mars et des positions du Hezbollah (soit par opportunisme, soit par conviction ou par pragmatisme politique).

³² *Tripoli: Salafis Make Their Move*, in «Al Akhbar English», 21 mai 2012.

³³ LEFÈVRE, *Tackling Sunni Radicalization in Lebanon*, cit.

³⁴ T. GADE, *Conflit en Syrie et dynamiques de guerre civile à Tripoli*, in «Maghreb-Machreq», n. 218, avril 2013.

Nombre d'entre eux jouissent d'une implantation ancienne dans la grande ville du Nord. Par ailleurs, sous l'effet d'une nouvelle stratégie lancée par le Hezbollah à partir du milieu des années 2000, ces groupes ont pu bénéficier d'un soutien accru aussi bien au plan financier, logistique que militaire, si bien qu'au début de la révolution syrienne, le parti de Dieu pouvait compter sur le soutien de près de 1000 combattants répartis dans certains des principaux points-clés de la ville³⁵.

Parmi ces groupes proches du Hezbollah, on peut citer les partisans du cheikh Hashem Minqara (très présent dans la zone portuaire d'al-Mina) ou ceux du cheikh Bilal Shaaban, bien établi dans le quartier populaire d'Abou Samra³⁶. De même pour les familles Mori ou Aswad implantées dans la vieille ville et dans le quartier de Bab al-Tebbaneh.

Le parti chiite peut aussi compter sur le soutien de figures politiques locales, à l'image de Faisal Karamé: héritier d'une grande famille de notables, ou encore de l'homme d'affaires et ancien Premier ministre (de janvier 2011 à mars 2013) Najib Mikati, également proche de la famille Assad. En dehors de la communauté sunnite, le Hezbollah peut aussi s'appuyer sur les chrétiens du Parti social nationaliste syrien (PSNS) et sur le Parti démocratique arabe alaouite particulièrement présent sur la colline de Jabal Mohsen, surplombant le quartier de Bab al-Tebbaneh³⁷.

La rancœur populaire à l'égard de ces groupes est allée crescendo au cours des récentes années et ces derniers ont pu constituer des cibles de choix pour les militants salafistes, rendant la scène politique de Tripoli particulièrement explosive. Peut-être cette violence n'est-elle nulle part aussi prégnante que dans le conflit trentenaire qui oppose les quartiers ennemis de Bab al-Tebbaneh et Jabal Mohsen³⁸.

En effet, au nord-est de Tripoli, le long de la tristement célèbre «rue de Syrie» se déroule un conflit latent et aux racines profondes qui contribue à l'image négative de Tripoli. Dès les années 1970, les positions politiques divergent entre les quartiers de Bab al-Tebbaneh et Jabal Mohsen. À l'époque, alors que la grande majorité de la communauté sunnite soutient le leader palestinien Yasser Arafat dans sa lutte contre les troupes syriennes de Hafez

³⁵ LEFÈVRE, *The Roots of Crisis in Northern Lebanon*, cit.

³⁶ M. ABEDIN, *Lebanon: Opposition struggles for control of Tripoli*, in «lebanonwire.com», 12 janv. 2010, <<http://www.lebanonwire.com/1001MLN/10011216AT.asp>> (dernier accès le 05.04.2016).

³⁷ LEFÈVRE, *The Roots of Crisis in Northern Lebanon*, cit.

³⁸ Sur le conflit opposant Bab al Tebbaneh et Jabal Mohsen, voir INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *New Crisis, Old Demons: The Forgotten Lessons of Bab al Tebbaneh / Jabal Mohsen*, in «Middle East Briefing», n. 2914, oct. 2010.

al-Assad, les alaouites de Jabal Mohsen restent loyaux au puissant voisin.

Dans une zone déjà marquée par les événements de la guerre civile, avec l'assassinat de Rafic Hariri imputé à la Syrie, le feu de la haine reprend peu à peu, avant de s'embraser davantage depuis le début du conflit en Syrie.

Cette opposition atteint de nouveaux sommets lorsque la justice libanaise accuse le Parti démocratique arabe d'avoir participé aux deux attentats qui ont frappé les mosquées salafistes d'Al-Taqwa et d'Al-Salam en août 2013³⁹, semant le chaos dans la capitale du Nord et démontrant une nouvelle fois dans quelle mesure le conflit syrien pouvait à tout moment déborder au Liban.

6. Confusion autour du rôle de l'armée

Comme pour bon nombre d'institutions libanaises (auto-reconduction du Parlement libanais depuis mai 2013, vacance de la présidence de la République depuis mai 2014), l'armée libanaise est marquée par une crise depuis 2005, crise que la révolution syrienne n'a pas aidé à résoudre.

Ainsi, face à la situation à Tripoli (ou à Eرسال ou à Nahr al-Bared par le passé), l'armée libanaise doit veiller à tenir compte de la réticence d'une partie de ses officiers à prendre une décision forte, au risque de voir sa cohésion menacée. En effet, l'armée libanaise, comme les autres institutions, recrute ses membres en fonction de leurs compétences mais aussi en fonction de leur appartenance confessionnelle. Dès lors, si l'équilibre communautaire est de mise parmi les hauts gradés, la base de l'armée est largement composée de soldats sunnites originaires pour beaucoup des zones rurales du Akkar au Nord du Liban⁴⁰.

D'autre part, il ne faut pas oublier qu'en 1975, c'est le désaccord majeur entre les officiers musulmans et les officiers chrétiens quant à la politique à mener vis-à-vis des militants palestiniens au Liban qui participa à la désagrégation de l'institution militaire, précipitant ainsi plus encore le pays dans la guerre civile dont on commémore cette année 2015 les 40 ans. Dès lors, compte tenu du contexte régional largement influencé par le clivage sunnite/chiite (Syrie, Yémen, Irak, Arabie saoudite et Iran), une décision marquée dans un sens ou dans l'autre pourrait accroître les tensions déjà fortes entre ces deux communautés majoritaires au Liban.

Fait nouveau au sein de certaines franges de la communauté sunnite,

³⁹ *Tripoli mosque reopens after devastating bombing*, in «Daily Star», 31 mai 2014.

⁴⁰ LEFÈVRE, *The Roots of Crisis in Northern Lebanon*, cit.

ce sont les voix qui s'élèvent pour réclamer la défection de l'armée afin de créer une «armée libanaise libre» opposée à l'influence du Hezbollah perçue comme prédominante. Même si ces appels n'ont trouvé que peu d'échos jusqu'ici, ils constituent un phénomène intéressant dénotant un sentiment croissant de connivence entre l'armée libanaise et le Parti de Dieu.

Cette perception de connivence se trouve accentuée par la relative passivité de l'armée libanaise vis-à-vis de l'implication croissante et revendiquée du Hezbollah dans la crise syrienne, alors que les salafistes se plaignent de faire l'objet d'une surveillance de tous les instants de la part des organes sécuritaires de l'État.

Si cette perception est aujourd'hui mobilisée, c'est aussi parce que dans une certaine mesure, elle s'appuie sur l'histoire récente du Liban. En effet, durant l'occupation syrienne de 1976 à 2005, un nombre substantiel d'officiers eurent accès à des formations en Syrie, ce qui permit à Damas de tisser un étroit réseau d'influence qui à bien des égards s'est maintenu bien après le retrait des troupes syriennes du pays, donnant par là-même davantage de poids aux arguments de «deux poids, deux mesures» chers aux courants islamistes en mal de popularité⁴¹.

7. Quelques pistes de solution

Les liens géographiques et socioculturels existant entre la Syrie et le Liban sont importants. Du fait de ses caractéristiques propres, ces liens ne sont peut-être nulle part aussi marqués qu'à Tripoli, donnant ainsi à la ville et à ses difficultés une résonance particulière qui mérite d'être approchée avec le plus grand sérieux.

Si, dans cet article, nous nous sommes surtout intéressé à Tripoli, les mouvements islamistes contestataires ne sont pas l'apanage de cette ville ni même du nord du Liban, comme l'attestent les cas de Earsal à l'Est au début 2014 ou l'affrontement qui oppose les hommes d'Ahmad al-Assir à l'armée à Saïda dans le sud du pays à l'été 2013⁴².

Même si le risque sécessionniste reste faible et que l'allégeance à l'État libanais semble toujours primer, y compris parmi les mouvements islamistes, l'on remarque néanmoins ici et là des demandes de plus en plus audibles pour renverser, y compris par les armes si nécessaire, le «statu quo chiite» au Pays du Cèdre. Il en va de même quant à l'émergence de critiques de plus

⁴¹ *Salafist sheikhs question killing of Tripoli militants*, in «Daily Star», 10 avril 2015.

⁴² *Sheikh Al-Assir's Militants Kill Lebanese Soldiers in Sidon*, in «Al Monitor», 24 juin 2013.

en plus acerbes vis-à-vis d'un «double standard» qui fausserait l'approche des institutions libanaises.

Si l'influence des courants islamistes contestataires est limitée au sein de la communauté sunnite, le risque d'un dépassement des groupes traditionnels adeptes d'un sunnisme modéré tels que le Courant du Futur reste néanmoins réel, surtout dans un cadre de crise institutionnelle dans laquelle les attentes des citoyens libanais ne semblent pas constituer une priorité pour la classe politique, comme l'atteste la crise des ordures de l'été 2015 qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Des solutions existent pourtant, elles consistent tout d'abord à renforcer le dialogue national afin de trouver les bases d'un nouveau compromis national. Pour redonner confiance aux citoyens dans les institutions publiques, la décentralisation longtemps évoquée mériterait également de devenir davantage une réalité. Cela permettrait de diminuer l'inertie politique tout en donnant aux acteurs locaux les instruments nécessaires pour répondre aux demandes émanant des citoyens, notamment en termes d'infrastructures et de développement.

Tout cela aurait inmanquablement des conséquences sur le discours des salafistes, et peut-être plus que toute autre chose, ce sont ces mesures qui pourraient contribuer à délégitimer les tenants d'une ligne radicale, quelle que soit leur confession.

Pour éviter que *Dar al-Fatwa* ne soit dépassée par des groupes à l'agenda révisionniste, le renforcement de cette institution comme interlocuteur-clé de la communauté sunnite doit rester une priorité. De même qu'une dissociation plus franche avec la révolution en Syrie et avec les rivalités régionales (Iran/Arabie saoudite) pour se concentrer davantage sur les problèmes libanais sont autant de mesures attendues par un grand nombre de citoyens et dont la prise en compte s'avérerait salulaire pour le pays.

Le 7 décembre 2015

